Elections au Burundi : l'Union européenne décide de plier bagage

RFI, 28-05-2015 Elections au BurundiÂ : l'Union europÃ©enne jette l'Ã©ponge Au Burundi, aprÃ¨s avoir versÃ© prÃ¨s de six millions d'euros Ã l'ONU pour organiser des Ã©lections et aprÃ¨s un mois de travail de ses observateurs, la mission d'observation des Ã©lections de l'Union europÃ©enne dÃ©cide de plier bagage estimant que les conditions pour la tenue d'Ã©lections dÃ©mocratiques crÃ©dibles le 5 juin prochain pour les lÃ©gislatives et ensuite pour la prÃ©sidentielle, ne sont pa rÃ©unies. Un avis que semble partager le reste de la communautÃ© internationale et l'Eglise catholique qui annonÃ§ait Ã©galement jeudi son dÃ©part du processus Ã©lectoral au Burundi.

DÃ©pitÃ©s, les observateurs de lâ€™Union europÃ©enne seront dans lâ€™avion dÃ¨s ce vendredi. AprÃ¨s un mois de travai deÂ crise au Burundi, la conclusion de leur chef adjoint JosÃ© Antonio de Gabriel est sans appelÂ :Â impossible dâ€™organise des Ã©lections libres et crÃ©dibles aujourdâ€™hui au Burundi. Â«Â Il existe une atmosphÃ¨re de peur et dâ€™intimidation gÃ©nÃ©ralisÃ©e,Â explique-t-il.Â Il faudrait organiser la dÃ©mobilisation des milices et notamment je parle desÂ Imbonerakure il faudra aussi crÃ©er des conditions pour que le droit de manifestation soit respectÃ©. Le parti au gouvernement [CNDD-FDD, ndlr] seulement, avec dâ€™autres dans les sphÃ¨res du parti au pouvoir, ont fait campagne jusquâ€™Ã prÃ©sent. Il y a problÃ¨me grave qui est la fermeture de mÃ©dias indÃ©pendants. Cette fermeture a coupÃ© les voies de communication naturelles pour la campagne Ã©lectorale dans un pays comme le Burundi.Â Â» Une opposition qui nâ€™a pas pu faire campagne en raison de lâ€™insÃ©curitÃ©. Des mÃ©dias indÃ©pendants interdits dâ€™antenne ou limitÃ©s intentionnellemen lâ€™UE, Ã la capitale, avec des journalistes menacÃ©s ou en exil Ã lâ€™Ã©tranger. Des manifestations interdites et lourdem rÃ©primÃ©es. Et lâ€™assassinat samedi de lâ€™opposantÂ Zedi Feruzi. Pour l'UE, la situation est intenable. L'Eglise quitte l Jeudi,Â lâ€™Eglise catholique, principale force religieuse du pays, a elle aussi annoncÃ© son dÃ©part de la CÃ©ni, la Commis Ã©lectorale nationale indÃ©pendante, lors de la confÃ©rence des Ã©vÃªques, expliquant ne pas pouvoir cautionner une Ã©lection pleine de lacunes. De nombreux prÃªtres occupent des postes importants au sein des commissions Ã©lectorales au niveau des communes et des provinces. Ce retrait est donc un nouveau coup dur pour le pouvoir. Tout cela aprÃ¨s les pressions internationales comme celles de la Belgique, premier bailleur du Burundi, menaÃ§ant de couper son aide si le prÃ©sident Nkurunziza sâ€™entÃªtait Ã briguer un troisiÃ¨me mandat,Â isolant encore un peu plus le pouvoir burundaisÂ lâ€™international. Mais qu'Ã cela ne tienne, la Commission Ã©lectorale persiste et signe.Â Elle continuera Ã prÃ©parer les Ã©chÃ©ances Ã©lectorales, explique son porte-parole Prosper Ntahorwamiye : Â«Â Le processus Ã©lectoral continue avec o sans la participation des prÃªtres catholiques. Cela ne va rien perturber.Â Â» dÃ©clare Prosper NtahorwamiyePorte-parole de la CÃ©ni.